55ᵉ ANNÉE (6ᵉ SÉRIE) N° 5 3 FÉVRIER 1938

L'AMI DU CLERGÉ

Paraît à Langres tous les jeudis

Mgr F. PERRIOT
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
FONDATEUR

Mgr A. ROZIER
Protonotaire apostolique *ad instar participantium*
Docteur en Théologie, Chanoine titulaire de Langres
DIRECTEUR

Causerie de l'AMI sur les "Revues"

SOMMAIRE

I. Le mystère russe. — Que veut Staline ? Les causes de l'épuration. — II. Où en est la persécution religieuse en U. R. S. S. Renouveau du sentiment religieux, sa puissance irrésistible. — III. Ce que furent les élections en Russie. — Déception immense du corps électoral. — IV. Contre-coup en Orient de la tragédie russo-espagnole : champ libre laissé aux ambitions du Japon. Comment le Japon avait été provoqué par les prétentions du bolchévisme. Comment il prend sa revanche. — Les causes de l'impuissance britannique. — Erreur de l'Angleterre quand elle misa sur la « sécurité collective » et accepta de désarmer. — Le réarmement anglais, son ampleur énorme. — V. Les Confessions d'un libéral impénitent, au sujet du drame espagnol. Ce que dit le grand biologiste et écrivain Dʳ Maranon. Comment doit se poser le problème du gouvernement légitime en Espagne. — Le vrai gouvernement est *celui qui gouverne* et celui qui est vraiment national. — VI. Les causes essentielles de l'échec du communisme en Espagne. — VII. Exemples de courage sacerdotal devant le martyre, en Espagne.

I

Parmi les questions d'actualité, il en est trois qui priment toutes les autres : *la guerre d'Espagne*, — *la guerre sino-nippone*, — *l'épuration en Russie*. Par-delà les informations de la presse quotidienne, forcément morcelées, contradictoires, incomplètes, les Revues s'efforcent de nous documenter sur ces trois problèmes. Elles n'y arrivent pas sans difficultés. C'est une chose étrange de constater combien il est malaisé de savoir la vérité, en notre temps qui se vante d'être un âge de lumière et qui traite si volontiers les siècles passés, surtout les grands siècles chrétiens, de siècles d'*obscurantisme !*

Commençons par la Russie. S'il est au monde un pays d'obscurité, sinon d'obscurantisme, c'est bien celui-là. Tout semble s'y dérouler en de profondes ténèbres. En vain les rares voyageurs capables de rendre témoignage sur ce qui s'y passe, multiplient leurs observations et leurs récits : tout cela se perd peu à peu dans la masse des clameurs intéressées des amis du bolchévisme. Les Revues nous offrent cependant, pour ces dernières semaines, une somme assez importante de documents. M. de Basily a donné à la *Revue des Deux Mondes* du 1ᵉʳ janvier un article intitulé : *Après vingt ans d'Expérience bolchévique*. Ce titre ressemble beaucoup à celui que M. Léopold Sprenger, de Vienne, avait écrit dans *Schœnere Zukunft* du 28 nov. 1937 : *Vingt ans de régime soviétique. Un triste bilan*. Les informations contenues dans cette dernière étude trouvent une confirmation frappante dans un bref, mais vigoureux exposé de M. Ephrem Lanvin, dans *Univers*, — l'intéressante revue publiée à Lille par MM. Catrice et Joseph Folliet, — de décembre 1937. Enfin, la vaillante revue catholique américaine *Commonweal* avait publié, le 8 octobre 1937, un article dont la signature seule est une preuve de haute valeur : Waldemar Gurian, et dont le titre indique bien le contenu : *Stalin's Purge*, « l'Epuration de Staline ».

Essayons de faire une courte synthèse de tout cela.

Une première chose est certaine, c'est que la Russie se résume en un homme : Staline. Ce personnage silencieux et sombre est tout-puissant. Tous tremblent devant lui. Tous lui obéissent au doigt et à l'œil. Il dispose souverainement de la vie, de l'honneur, de l'avenir de dizaines de millions d'êtres humains. Jamais tsar, depuis Ivan le Terrible, ne posséda ni n'exerça pouvoir plus formidable, plus accablant, plus étendu, parce que jamais les moyens d'action que peut mettre en œuvre un despote ne furent plus perfectionnés, plus enveloppants. Mais que se passe-t-il dans l'esprit de cet homme doté d'un si monstrueux appétit de domination ? Que veut-il ? A quoi tend-il ?

Il s'en est expliqué lui-même, quand il a soumis au VIIIᵉ Congrès panunioniste des Soviets le projet de Constitution élaboré par lui. Il déclarait alors que la plus importante des réalisations soviétiques, « pour la période de 1924 à nos jours », était « le fait d'avoir conquis le socialisme ». Mais qu'entendait-il par là ? « Notre société est arrivée à réaliser les bases essentielles du socialisme, à créer le régime socialiste, c'est-à-dire à construire ce que les marxistes appellent, en d'autres termes, *la forme initiale ou primaire du communisme*... Le principe fondamental de ce stade du communisme est exprimé, on le sait, dans la formule : *chacun fournit selon ses capacités, chacun reçoit selon son travail*. »

Voilà qui est assez clair. Staline estime que l'on ne peut arriver du premier coup au communisme, — en d'autres termes, au *paradis soviétique ;* — car la formule parfaite de ce régime idéal sera : *à chacun selon ses besoins*. Cet idéal reste le but suprême. Staline, si vigoureux que soit son optimisme, si précises que soient ses constructions de plans quinquennaux successifs, ne s'est jamais risqué à prédire l'époque où le communisme intégral serait atteint. Mais il proclame que le fait d'avoir déjà réalisé le socialisme, — première étape vers le but final, — suffit à constituer ou du moins à ouvrir une période nouvelle de l'histoire du monde.

Répondant à Roy Howard, représentant de la presse américaine, en mars 1936, il disait en propres termes :

« Nous n'avons pas encore construit la société communiste. Construire une pareille société ne va pas sans difficultés. Vous n'ignorez certainement pas la différence qui existe entre la société socialiste et la société communiste. On trouve encore, au sein de la première, certaines inégalités de la fortune... Dans la société socialiste, si chacun est obligé de travailler, la rémunération ne se fait pas d'après les besoins de chacun, mais d'après la quantité et la qualité du travail fourni ; c'est pourquoi le salaire, — inégal, différentiel, — continue à y être appliqué. Le jour seulement où nous aurons réussi à créer un ordre tel que les hommes touchent de la société, en échange de leur labeur, non plus en raison de la quantité et de la qualité de leur labeur, mais en raison de leurs besoins, il pourra être dit que nous avons établi la société communiste... Néanmoins, la société que nous avons créée ne peut aucunement être qualifiée de « socialisme d'Etat ». Notre société soviétique est socialiste, parce que la propriété privée des fabriques, des usines, du sol, des banques, des transports a été abolie et remplacée par la propriété collective. Au contraire, dans les systèmes qu'il est admis de considérer comme « socialisme d'Etat », une certaine partie seulement des richesses, quelquefois assez importante, passe aux mains de l'Etat ou sous son contrôle, tandis que, dans l'écrasante majorité des cas, la propriété des usines, des fabriques, du sol reste aux mains des personnes privées [1]. »

A première vue, on pourrait croire que la distinction donnée ici par Staline est juste. Mais il est évident qu'il joue sur les mots. Il affirme que la *société* soviétique possède la propriété collective de toutes les sources de la production : sol, usines, banques, transports. Mais si la *société* possède cette propriété, elle n'en jouit pas. Sa propriété est purement verbale, juridique, théorique, doctrinale. — Avec d'infinies différences, on pourrait presque dire que le sujet soviétique ne possède pas plus les richesses en question que le chrétien en état de grâce ne possède le ciel. En Russie, ce n'est pas la société qui dispose de tout, *c'est l'Etat*. Et comme l'Etat s'incarne en des êtres humains, ce sont ces êtres qui ont la main sur tout, qui possèdent tout, qui règlent la distribution de toutes choses et qui commencent par se servir largement eux-mêmes. Et cela est si bien senti des sujets soviétiques que l'Etat russe n'a pu pratiquer ses expériences qu'en livrant le pays aux horreurs de la guerre civile, en réprimant sans cesse des émeutes paysannes, en imposant à toute la nation un régime de terreur, d'espionnage raffiné et implacable, en supprimant jusqu'à la moindre velléité de liberté individuelle. Si cela ne s'appelle pas un *socialisme d'Etat*, on se demande ce que valent les mots en Russie ! Que l'on se scandalise, pour le passé, de ce qu'un homme ait pu dire : *L'Etat, c'est moi !* (à supposer qu'il l'ait dit), ce n'est qu'une raison de plus de nous scandaliser de ce que l'on prétende appliquer une Constitution démocratique dans un pays où l'Etat n'est qu'un seul homme et ceux qu'il daigne admettre à sa faveur !

Staline ne consent pas à avouer que son pouvoir est tyrannique, qu'il agit en dictateur absolu, qu'il a détruit toute liberté, que le ressort de son autorité est uniquement la terreur. Mais les faits parlent assez haut. Lénine n'hésitait pas à proclamer la nécessité de la terreur comme instrument politique ; il s'excusait en affirmant que cela n'était que provisoire. Staline n'a plus l'excuse d'avoir en face de lui le capitalisme abattu, sans doute, mais toujours menaçant. Puisqu'il dit que le socialisme est vainqueur, puisqu'il s'en glorifie, il devrait bien nous expliquer pourquoi le régime est encore si chancelant, si mal établi, qu'il doive maintenir l'état de siège. Je ne sais plus qui a dit : « Avec l'état de siège, n'importe quel imbécile peut gouverner ! » Ce qui n'est pas à la portée de tous, c'est de gouverner par la persuasion, en s'appuyant sur la masse saine de la nation, en n'employant la force que contre les criminels et les dévoyés.

Entre Lénine et Staline, il y a une grande différence dans l'emploi de la violence. Lénine ne s'en servait que comme d'un *moyen de défense*. Il l'exerçait contre les ennemis du régime, non contre ses amis. Il traitait, dans l'intérieur du parti communiste, l'opposition avec une relative indulgence Il ne fut que rarement contraint de jeter en prison les adversaires les plus entêtés de ses manières de voir, parmi les bolchévistes de marque. Cela lui arriva, par exemple, en 1921, pour les chefs de ce que l'on appela « la position travailliste ».

Staline agit de façon toute différente. Il est vrai qu'il n'est arrivé à la première place qu'en triomphant des rivalités de nombre de ses camarades qui se jugeaient ou plus intelligents ou plus habiles que lui. De là, des intrigues de « palais », qui rappellent singulièrement les cabales des cours d'autrefois.

Quand il accuse les anciens amis de Lénine, les plus notoires et les plus populaires champions du communisme intégral, de trahir la doctrine, d'être des suppôts de la réaction, des traîtres au marxisme, il ne réussit à convaincre personne. Tout le monde ne voit dans les péripéties quotidiennes de la tragique *épuration* qui, depuis des mois et des mois, se poursuit par son ordre, que le fruit de ses rancunes et de sa vengeance. Quel est le crime des Zinovief, des Kamenef et de tant d'autres léninistes de marque ? Uniquement d'avoir disputé le pouvoir à Staline, nullement d'avoir comploté contre l'avènement ou l'expansion du communisme idéal dans le monde. Et il faut en dire autant de Trotzky. Il ne s'agit aucunement ici d'une querelle de doctrine. Staline voudrait donner à croire qu'il poursuit des hérétiques, des schismatiques. Et certes, jamais inquisition ne fut aussi sommaire, aussi sauvage, aussi impitoyable que la sienne. Mais ce sont des rivaux qu'il veut abattre, non des dissidents. Querelles de personnes, bagarres entre camarades d'un milieu spécial, et c'est tout On ne saurait s'étonner que certains membres importants de la Ligue des Droits de l'Homme se soient indignés de la complaisance de leur société, si pudique en paroles dès qu'il s'agit de la liberté individuelle et de la justice, et si partiale, en fait, dès qu'il y a des intérêts politiques en jeu !

Il y a pourtant une explication à la furie de Staline. Je dis : une explication, non une excuse, car nous n'oublions pas le mot de Juvénal : ***Et propter***

[1] *Lénine et Staline sur la Constitution soviétique*, Recueil d'articles, de discours et de documents, Moscou, 1936, p. 176-177. — Cité par Basily, dans la *Revue des Deux Mondes*, loc. cit.

vitam, vivendi perdere causas ! Il y a des manières de défendre sa vie qui déshonorent la vie !

L'explication, la voici. Elle nous est donnée par Waldemar Gurian. Zinovief et Kamenef, qui avaient compté parmi les collaborateurs les plus intimes de Lénine, furent d'abord du côté de Staline contre Trotzky. Ils aidèrent le premier à renverser le second de son poste redoutable de commissaire à la Guerre, à lui barrer la route de la succession au trône, pour ainsi dire. Mais quand ils comprirent que Staline travaillait pour lui-même et contre eux, qui ambitionnaient aussi cette succession et s'en croyaient dignes, ils se ravisèrent et formèrent alliance avec ce même homme dont Zinovief demandait la tête. Staline agit adroitement pour éliminer toute compétition et pour faire exiler Trotzky. Lénine était mort le 21 janvier 1924. Un an plus tard, en janvier 1925, le triumvirat Staline-Zinovief-Kamenef réussissait à évincer Trotzky. Et malgré un bref retour en faveur, ce rude agitateur se voyait expulsé du parti, en 1927. Staline se trouva dès lors tout-puissant. La plupart des membres de l'ancienne opposition s'aplatirent devant lui et, pour obtenir des postes petits ou grands, lui firent les démonstrations les plus serviles de fidélité et les confessions les plus humbles au sujet de leurs « erreurs passées » envers lui !

Or, Staline n'oubliait pas. Il se méfiait, non sans raison, de ses collègues jaloux et de leurs flatteries intéressées. Tout cela nous jette en plein byzantinisme, et puisqu'il s'agit de la Russie, pays byzantin entre tous, nous ne pouvons en être surpris. Plus les démonstrations de loyalisme se multipliaient, plus Staline concevait de soupçons. Il en est venu à ne plus savoir s'il a des amis autour de lui ou des traîtres au visage souriant. Après l'assassinat de son lieutenant à Leningrad, Kirov, en décembre 1935, il fut pris d'un véritable délire de la persécution. L'histoire de Robespierre fournirait un exemple de la même folie. Il se décida à pratiquer un terrorisme sanglant contre tous les membres du parti capables d'offrir la moindre trace d'ambition, et à ne plus tolérer autour de lui que des esclaves. Les témoignages extérieurs de docilité ne lui suffisaient plus. Il semble que les aveux effarants faits à qui mieux mieux par ses victimes n'aient été de leur part qu'un procédé pour essayer de l'apitoyer. Cela leur avait réussi. Mais la méthode était usée. Ils devaient payer de leur vie leurs compétitions coupables !

Mais Staline avait encore une autre raison de pratiquer le terrorisme envers les créateurs du régime. Il semble avoir senti que les masses détestaient les vieux communistes. Il a voulu se faire une popularité à leurs dépens. Il est certain que beaucoup des exécutions qui nous révoltent par leur dureté, par l'absence totale de formes judiciaires, par l'énormité des confessions arrachées aux accusés par on ne sait quels moyens obscurs et inhumains, ont été saluées par des explosions de joie dans le gros public. Ce fut le cas notamment de Kamenef, de Zinovief, surtout de l'infâme Yagoda, qui depuis seize ans dirigeait en maître l'effroyable *Guépéou* (ancienne Tchéka, actuellement Commissariat de l'Intérieur). — Plus difficile à comprendre est le drame dont le maréchal Toukatchevsky et un certain nombre d'autres généraux furent les victimes. Mais il est vraisemblable que Staline a voulu couper court, une fois pour toutes, aux rumeurs selon lesquelles il n'était plus qu'un instrument passif entre les mains des chefs de l'armée rouge. Toukatchevsky aurait été immolé en vertu de la « loi des compensations » ou de cette « loi de bascule » qui joue dans l'histoire de toutes les tyrannies. Sous le Consulat, par exemple, on frappait chez nous à la fois à droite et à gauche.

Dans tous les cas qui nous occupent, il est absolument impossible de savoir si les victimes étaient réellement des conspirateurs contre Staline ou des alliés des ennemis de l'Union soviétique. L'épuration a pris les formes d'une hémorragie continue. On dirait qu'elle est devenue une institution de l'Etat. Staline a besoin de plusieurs exécutions chaque jour. Cela fait partie de l'hygiène de ce monstre indescriptible et qui semble n'avoir plus rien d'humain. Quelle idée politique peut encore exister dans un tel système ? Probablement, les tués quotidiens paient pour les déceptions de la foule désabusée et lasse. Staline semble vouloir dire à l'opinion russe : « Vous vous indignez de l'échec des plans quinquennaux, des catastrophes ferroviaires, des famines éparses ; c'est que nous sommes trahis ! Les pires ennemis du prolétariat ont réussi à se faufiler dans les plus hauts postes de l'Etat. Les coupables, les voilà ! Leur mort n'est que la juste punition de leurs forfaits, etc. » A quoi le peuple russe pourrait répliquer : « C'est vous qui les avez choisis. Ou ils étaient dignes de votre faveur, et pourquoi les tuez-vous ? Ou ils en étaient indignes, et comment avez-vous pu être aveugle à leur égard ? La marque d'un grand homme d'Etat, c'est la connaissance des hommes et le choix des compétences. » Mais Staline s'est ôté à lui-même jusqu'au moyen de savoir ce que pense réellement son peuple !

II

Il est cependant un point sur lequel le despote bolchéviste ne peut avoir de doute : c'est sur la réprobation immense, au sein de la nation, de sa politique antireligieuse. C'est en vain que le communisme français affecte de pratiquer, à notre égard, la politique de « la main tendue ». Nous serions des insensés, si nous allions oublier la haine à la fois doctrinale et effective, théorique et pratique, du bolchévisme non seulement contre le catholicisme ou christianisme orthodoxe, mais contre toute religion en général. L'essence du communisme, c'est d'être une « *religion de l'En-Deçà* », — *Diesseitsfanatismus,* disent les Allemands, — tandis que nous sommes « une religion de l'Au-Delà ». Il s'agit de l'opposition radicale, irrémédiable, perpétuelle, entre la chair révoltée et l'esprit, entre le matérialisme et le spiritualisme, entre l'attachement à la Terre et l'amour du Ciel, entre l'homme se déifiant lui-même et Dieu en personne ! C'est bien le cas de répéter : *Quæ autem conventio Christi ad Belial ?* (II Cor., VI, 15).

Depuis vingt ans, le bolchévisme russe a mené une guerre sanglante, acharnée, contre la religion. Marx ne l'avait-il pas définie : « l'opium du peuple » ? La haine de Dieu faisait donc partie du messianisme nouveau. Il n'est pas interdit de penser que la plupart des traits par lesquels nos Saints

Livres ont dessiné d'avance le portrait de l'Antéchrist conviennent à des hommes tels que Lénine et Staline qui, visiblement, ont osé prendre la place de Dieu. En ce moment même, pendant que le communisme français nous tend la main, le *Conseil central des Associations de sans-Dieu*, qui ne peut agir que sous la protection et avec la faveur de Staline, vient de décréter l'organisation d'une vaste propagande intitulée « *Les mois des sans-Dieu* », au cours desquels 15.000 agitateurs doivent entrer en action sur tout le territoire russe. La visite des Musées des sans-Dieu est facilitée de toutes les manières. Le but immédiat à atteindre est la conquête de 250.000 jeunes communistes à enrôler pour la lutte contre Dieu. Le haut commandement de l'armée rouge, en plein accord avec l'action des sans-Dieu, a prescrit la participation des garnisons à toutes les manifestations antireligieuses du parti. Un budget officiel de 26.200.000 roubles est prévu pour ces manifestations. Dans le programme des écoles, viennent d'être introduites des « *heures d'antireligion* », analogues aux « heures de catéchisme » qui sont en vigueur dans nos écoles chrétiennes. D'après les ordres du Commissariat de Moscou à l'enseignement et aux arts, ces heures doivent avoir lieu deux fois par semaine. Les enfants qui voudraient s'y soustraire seraient frappés de sanctions diverses ; leurs parents seraient immédiatement traités en suspects. Les écoles secondaires et supérieures ont aussi des cours d'antireligion. C'est le fameux Dimitrov, en personne, qui s'est chargé de faire ces cours à l'Académie militaire soviétique. Il est rigoureusement ordonné au commandement de juguler toute apparition de « préjugés religieux » dans l'armée. Le maréchal Voroschilov travaille à une brochure qui aura pour titre : *L'armée rouge et les Popes*, — comme nous dirions : *L'armée républicaine et les Curés*. Elle doit être répandue à 9 millions d'exemplaires et distribuée gratuitement à tous les soldats, faire partie de leur équipement. La radio sera mise à contribution dans cette campagne contre Dieu, car, pour les sans-Dieu, l'année 1938 doit être décisive. On prépare à Moscou des disques de pick-up, qui doivent être diffusés dans les grandes villes : d'un côté du disque, un air de musique populaire, de l'autre un discours de propagande contre Dieu. Et l'on vise aussi l'étranger. Les stations radiophoniques auront des diffusions d'athéisme en langues diverses, et, par ondes courtes, on vise les pays les plus lointains. Le budget de la propagande athée à l'étranger passe de 800.000 roubles à 1.300.000. Dans la rédaction des contrats conclus par le gouvernement avec des techniciens du dehors, il y a un article par lequel ces techniciens s'engagent, durant leur séjour en Russie, à s'abstenir de toute manifestation de sympathie pour la religion, à ne rien donner pour les œuvres religieuses [2].

Il est clair que cette levée de boucliers formidable suppose un réveil religieux dont s'effraient les dirigeants bolchevistes. De fait, depuis quelques mois, la presse soviétique revient sans cesse sur l'important mouvement religieux qui se manifeste dans le peuple. Partout s'ouvrent de nouvelles « maisons de prière ». Il arrive même que des ouvriers emploient, pour élever des églises, les matériaux destinés par l'Etat à l'érection d'habitations ouvrières.

L'organe de la jeunesse communiste, la *Komsomolskaja Pravda*, écrivait, le 5 août 1937, que « les ennemis actuels du régime soviétique apportent à nouveau leur appui aux églises ». Cette situation, ajoute-t-il, met le gouvernement dans l'obligation « d'intensifier la campagne antireligieuse ». Selon les données officielles, l'U. R. S. S. compte 30.000 communautés orthodoxes. Elles se développent constamment, selon une méthode nouvelle, en se groupant par petits cercles d'une vingtaine de croyants au plus, et elles travaillent à la réouverture des églises. Le danger de cette restauration religieuse a paru assez grand pour que le Comité central des syndicats de l'U. R. S. S. ait publié, le 10 septembre, un appel à tous les ouvriers pour les inviter à se joindre à la lutte antireligieuse, en proclamant l'absolue nécessité d'une éducation athée pour le prolétariat tout entier. Le même journal communiste relate avec indignation les interprétations tendancieuses données par les gens religieux à l'article 124 de la nouvelle Constitution de 1936 [3], ainsi conçu : « *La liberté de pratiquer les cultes religieux et la liberté de propagande antireligieuse est reconnue à tous les citoyens* ». D'après ce journal, dans certains kolkhozes de la région de Moscou et d'ailleurs, on a célébré de solennelles actions de grâces pour la publication de la Constitution, que des popes ont appelée « un événement providentiel ». Du reste, les popes se sont faits souvent les commentateurs de la Constitution. Ils ont insisté sur la liberté donnée aux cultes ; ils ont été jusqu'à déclarer permise la propagande religieuse et défendue la propagande antireligieuse. Ils couvraient toutefois leurs commentaires de compliments adroits envers les autorités soviétiques. Ils ont essayé, paraît-il, de pousser aux candidatures (uniques) des dernières élections même des croyants connus comme tels.

Naturellement, cela met en fureur les associations des sans-Dieu, qui dénoncent sans relâche les « espions religieux trotzkistes, boukharinistes et fascistes ». Malgré cela, le mouvement religieux se poursuit. En certaines régions éloignées du centre, les autorités locales le favorisent. Les organisations des sans-Dieu laissent faire. Selon la *Pravda* du 4 juillet 1937, certaines d'entre elles auraient même coopéré à la restauration des édifices religieux, notamment à Magnitorsk, dont la cathédrale vient d'être remise à neuf. Tout est possible, en Russie. Les sociétés des sans-Dieu elles-mêmes servent parfois de refuges à des croyants. Voici comment le camarade Semachko résume la situation, après vingt ans de pouvoir soviétique : — Les gens religieux opèrent plus habilement que les socialistes, et la veilleuse des popes éclaire mieux que le soleil du socialisme. Il est criminel d'attendre que ce soleil dévore la veilleuse des popes, comme de désirer la cessation

[2] Les détails qui précèdent sont empruntés à l'article indiqué de Léopold Sprenger dans *Schœnere Zukunft*. Ils coïncident parfaitement avec ceux que donne *Univers* et que nous allons résumer.

[3] C'est par erreur que dans *Univers* cet article est appelé une fois l'art. 135, une autre fois l'article 125. — Voyez le résumé de la Constitution russe dans l'*Ami* du 26 nov. 1936, p. 741.

de l'action antireligieuse. Il faut au contraire la perfectionner. Le défaut principal de cette propagande vient de ce qu'elle ne pénètre pas là où pénètrent les gens religieux, et c'est surtout dans les campagnes. En outre, il y a l'incurie des administrations soviétiques et par dessus tout la désorganisation de la S. V. B. (Société des sans-Dieu militants), sa politique de gauche, ses essais aventureux pour supprimer la religion. Les cellules de sans-Dieu ont presque disparu des usines, la propagande est faite par des gens ignares et indignes de la tâche qui leur est confiée.

Mais ce qui met le plus en rage les chefs du mouvement antireligieux et athée de l'Union soviétique, c'est qu'ils savent que l'apostolat religieux se poursuit, sous une forme insaisissable et la plupart du temps héroïque. Cet apostolat est le fait des confesseurs de la foi, décidés à risquer leur vie pour leur Dieu. Des prêtres itinérants, déguisés en laboureurs, vont d'église en église. Il existe une organisation secrète nouvelle, celle des *Beguny* ou « circulants », dont les membres, étrangers à l'Eglise officielle, en général, parcourent inlassablement à pied l'immense Russie et prêchent partout où ils passent. Les croyants se réunissent dans des greniers, dans des grottes, dans des mines abandonnées et qui sont menacées d'effondrement, dans n'importe quelle cachette. Les prières des apôtres *beguny*, leurs sermons impressionnent énormément les auditeurs. Leur foi est intense. On sait qu'ils ont fait le sacrifice de leur vie : s'il sont pris, on les exécute sur-le-champ. Ce fut le cas d'un de leurs chefs, un vieillard nommé Zirianoff, qui fut exécuté à Viatka, dans l'Oural. La presse soviétique a beaucoup parlé, en ces derniers temps, de cette secte des *Beguny ;* elle prétend qu'elle se recrute parmi les éléments « illégaux » et mécontents de la nation. Ils considèrent le pouvoir soviétique comme l'incarnation de l'Antéchrist (nous avons dit plus haut que rien ne s'oppose à cette assertion). Et il y a quelque chose d'exaltant et de sublime dans cette lutte entre l'idée et la force, entre la liberté de conscience et le despotisme le plus brutal que l'on ait jamais vu !

On annonce de divers côtés que le Commissariat de l'Intérieur (qui a remplacé le Guépéou, de sinistre mémoire) a décrété la destruction de toutes les églises qui seraient sans valeur artistique et la désaffectation des autres. Seraient vouées à disparaître 1009 églises, 27 synagogues, 19 mosquées, sans parler de 63 monastères. On croit qu'un nouveau dépouillement des édifices religieux serait imminent et donnerait à l'Etat environ 120 millions de roubles. Ce qui est sûr, c'est que Jaroslavsky, le grand chef des sans-Dieu, a déclaré au VII[e] Congrès mondial des sans-Dieu, tenu à Moscou en février 1937 : « *Il n'y aura bientôt plus une seule église en U. R. S. S., nous voulons brûler toutes les églises du monde.* »

Citons, en terminant, ce témoignage de Pierre Herbart, écrivain communiste, dans son récent livre *En U. R. S. S. 1936*, p. 47 :

« Aujourd'hui (printemps de 1936), Pâques russes. Le soir, Ary-Sadoul vient nous prendre, E... et moi, pour assister à une messe orthodoxe. Je garde le souvenir de la nuit de Noël, où l'on faisait queue devant l'église, les pieds dans la neige et un cierge à la main. Aujourd'hui, la foule est si dense que les amis qui nous accompagnent nous déconseillent de tenter d'entrer. Je comprends l'imprudence d'entraîner E... à ma suite, et nous sommes bientôt pris dans le courant qui cherche à s'introduire dans l'église, luttant contre celui qui veut en sortir (les offices se succèdent sans interruption). Il nous faudra deux heures pour échapper de l'étau humain qui nous broie, — et nous ne serons parvenus à ce moment-là que sous le porche de l'église. Des chants et des bouffées d'encens nous parviennent. Surprise de trouver dans cette foule non pas seulement des vieux, mais bon nombre de jeunes gens. Pris de panique, j'essaye parfois de tourner la tête vers E... que je crains de voir s'évanouir. L'odeur, plus encore que la presse, est intolérable. Tous mes efforts tendent à quitter le flot des assiégeants, pour me joindre aux fuyards.

A la fin, je lutte furieusement, je parviens à agripper E... et à la pousser dehors, dans la file des sortants. Nous nous retrouvons à l'air libre, épuisés. Dans ma poche, le verre de ma montre est brisé.

Avant de partir, je me retourne vers l'église, pour voir cet étrange spectacle : elle fume comme un cheval après sa course. Par toutes ses ouvertures, par les vitraux cassés de ses fenêtres, monte vers le ciel, d'où tombe de la neige fondue, un nuage d'encens et de chaleur humaine. Cependant, à chaque entrée, on continue à se ruer sauvagement, en silence, les mâchoires serrées, tout en priant avec ferveur [4]. »

A de tels spectacles, les bolchévistes peuvent mesurer la puissance de ce sentiment religieux qu'ils ont décidé d'étouffer et de détruire à jamais. Peut-être certains d'entre eux reconnaissent-ils leur erreur. Peut-être est-ce à cela qu'il faut attribuer, chez nous, la politique de la « main tendue ». Mais elle n'en est que plus fallacieuse et moins sincère ! A ceux qui seraient tentés d'y attacher quelque valeur, nous voudrions crier bien haut : *Non placet, non decet, non licet !*

III

Nous n'avons point parlé encore des dernières élections soviétiques. Nos journaux se sont peu étendus sur ce sujet. Tout le monde a su le fait des « *candidatures uniques* », dont on ne sait s'il faut rire ou s'indigner, mais dont nos faux-libéraux de France se sont bien gardés de dénoncer la grossière duperie. Mais nous trouvons dans les *Etudes* du 20 décembre 1937, un excellent exposé intitulé : *En marge des Elections russes, — Quand les Electeurs peuvent parler*, qui est signé d'Hélène Iswolsky, un des grands noms de l'Histoire russe d'avant-guerre. Cet exposé fait ressortir la formidable déception causée en Russie par des élections qui avaient été annoncées comme un grand pas vers l'idéal démocratique.

On se rappelle que la nouvelle Constitution russe fut votée en décembre 1936. Elle proclamait électeurs et éligibles tous les Russes, hommes et femmes, à partir de 18 ans, sans distinction de race, de nationalité, d'origine sociale ni de religion. Le vote devait être direct, secret, entièrement libre. Et si Staline ne reconnaissait l'existence que d'un seul parti, il ne forçait personne à entrer dans ce parti, il admettait implicitement l'existence d'une multitude de « sans-parti, » auxquels était simplement refusée la possibilité de s'organiser en partis d'opposition ou de gouvernement, en dehors du communisme.

[4] Cité par *Univers*, déc. 1937, p. 175.

La Constitution admettait la pluralité des candidats. Il y eut une nouvelle loi électorale, ratifiée le 9 juillet 1937. L'article 56 annonçait que les candidats seraient désignés non seulement par le parti communiste, mais encore par les unions professionnelles, les coopératives, les associations de jeunesse, les organisations culturelles et autres sociétés dûment enregistrées et reconnues par l'Etat. Il semblait que l'on marchât vers un élargissement du régime, que l'étreinte communiste consentît à se desserrer quelque peu. Staline paraissait vouloir faire appel à tous les hommes de bonne volonté, ralliés au régime. Il faisait entrer les sans-parti dans l'arène politique, leur confiait le soin de dégager des élites sociales, pour reconstruire la nouvelle Russie : notables de villages, techniciens ouvriers, *intelligentzia* formés des lettrés et hommes cultivés d'avant-guerre, savants et écrivains, chefs de l'armée rouge. Toutes les forces vives de la nation pourraient donc concourir à l'œuvre de l'avenir russe. Staline se plaçait au-dessus des partis, ou du moins on pouvait le croire... Il y eut une vague d'optimisme en Russie, comme chez nous après *Thermidor*. Le Robespierre russe aurait eu la force de terminer la révolution, d'être à lui-même son propre Bonaparte. « N'importe, écrivait un publiciste soviétique, si les chefs du Kremlin se déchirent entre eux.... Pour nous, qui formons la nouvelle élite, la vie est devenue meilleure, plus facile. »

Mais toutes ces espérances furent trompées. Les dispositions de la loi électorale du 9 juillet furent *tacitement abrogées*, les 10-11 octobre, par la réunion plénière du Comité central, dont les délibérations sont restées secrètes.

On sut seulement par un discours de Kalinine, prononcé à Leningrad et publié par les *Izvestia* du 24 nov. 1937, que la possibilité de plusieurs candidats en chaque district, autorisée par la loi du 9 juillet, avait été supprimée et qu'il n'y aurait partout qu'un seul candidat désigné par le Comité central du parti communiste. C'est plus que la fameuse « candidature officielle », qui a tant fait crier contre le Second Empire.

Et comment furent désignés les candidats ? La plupart des candidatures furent attribuées aux commissaires du peuple, à leurs adjoints, aux grands chefs militaires, aux secrétaires des organisations communistes et membres du Komsomol, aux ouvriers stakhanovistes, peu aimés de leurs compagnons de labeur. On comptait notamment, parmi les candidats obligatoires, le nouveau commissaire de l'Intérieur, Ejoff, successeur de l'infâme Yagoda au Guépéou, avec ses adjoints, ses chefs de section et 55 de ses hauts fonctionnaires ! Ce serait comme si, en France, seuls les policiers et hauts personnages des ministères pouvaient représenter le pays, alors que les représentants ont justement la mission de les contrôler !

Malgré cela, il y eut une campagne électorale. Mais ce fut plutôt une campagne gigantesque de propagande communiste. Il n'y eut pas moins d'un million et demi d'employés de toute sorte engagés en vue de l'organisation des commissions électorales, des réunions régionales et de districts, des meetings d'usines et de kolkhozes, au cours desquels les candidats devaient être désignés publiquement. Ces agents électoraux et instructeurs officiels furent plutôt mal accueillis par les populations. Mais le régime de terreur qui pesait sur le pays ne permettait aucune manifestation extérieure de mécontentement.

Ce fut au cours de cette campagne que le renouveau du sentiment religieux se produisit avec le plus de force, en octobre-novembre.

« Et pourtant les dirigeants soviétiques sont obligés de reconnaître que les éléments religieux, les *Religuiozniki*, comme on les appelle, ne cherchent guère à défendre « les anciens préjugés bourgeois-capitalistes ». Ce sont de loyaux citoyens, qui ne souhaitent nullement le retour de l'ancien régime, respectent le pouvoir établi, et participent honnêtement à la construction soviétique. Leurs revendications se limitent strictement à la réouverture des églises et au rétablissement des valeurs spirituelles dans le domaine privé. Il arrive souvent que les Religuiozniki, et notamment les prêtres attachés aux paroisses de villages, jouent un rôle important dans la vie sociale et exercent leur autorité même dans les kolkhozes. Ils organisent le travail et la vie culturelle, expliquent aux paysans les décrets gouvernementaux et les nécessités économiques de l'heure, participent au mouvement syndical, et militent en faveur de l'amélioration du sort des ouvriers. »

Nous avons vu plus haut que les prêtres se chargèrent même d'expliquer la Constitution aux paysans et que, dans la plupart des cas, ils s'en tiraient infiniment mieux que les instructeurs officiels. Et c'est ce réveil religieux qui cause aux militants bolchévistes les appréhensions les plus aiguës !

IV

Si l'on voulait représenter, en quelques images d'Epinal, simples et sommaires, mais en somme exactes, la situation intérieure de la Russie soviétique, on pourrait la résumer en trois tableaux. — Premier tableau : les profiteurs du régime, attablés au banquet des jouissances, gras et replets. — Second tableau : la foule des prolétaires, émaciés et courbés, menés à coups de fouet au travail. — Troisième tableau : dans des caves ou des mines abandonnées (en d'autres termes : des catacombes), des foules agenouillées et ferventes implorant du Très-Haut la fin de leur martyre.

Mais s'il fallait représenter ensuite la situation extérieure de l'Union soviétique, d'autres tableaux non moins expressifs pourraient être offerts. Nous avons déjà fait allusion aux conséquences tragiques des intrigues révolutionnaires de la Russie en Espagne. Ces conséquences sont d'une gravité qui ne saurait être exagérée. Le géant russe s'est détourné de sa mission historique en Extrême-Orient, pour céder à une tentation diabolique : celle de déchristianiser l'Europe, en commençant par le massacre des prêtres et la destruction des églises dans la catholique Espagne. Il a oublié, par une amnésie inconcevable et fatale, les ambitions insatiables du Japon. Il a provoqué le pacte anticommuniste entre son ennemi héréditaire, l'Allemagne enragée de revanche, et l'Italie aigrie contre l'Angleterre et nous-mêmes, par les maladroites oppositions faites à son entreprise d'Ethiopie. Résultat : le Japon a le champ libre. L'Allemagne et l'Italie se chargent d'arrêter net toute tentative

européenne de secours à la Chine. On a pu entendre le ministre japonais de l'Intérieur proclamer *urbi et orbi* que la race jaune entend secouer le joug de la race blanche, au risque d'une conflagration universelle inévitable ! Le géant russe, gauche et maladroit, s'est empêtré dans ses propres filets. Vaincu en Espagne, il est incapable de réagir en Chine. Et pendant ce temps, les communistes français, non moins aveugles que leurs grands patrons de Moscou, amusent le tapis avec les histoires des cagoulards, paralysent le pays avec leurs grèves continuelles, ruinent les finances à la fois par leurs surenchères démagogiques et par la méfiance qu'ils inspirent au crédit et aux capitaux. Il sera dit que le communisme matérialiste aura perdu l'Europe, tout comme le christianisme spiritualiste l'avait élevée au-dessus de tous les peuples. C'est le communisme qui a jeté l'Allemagne dans le nazisme, l'Italie dans le fascisme, la Russie dans la terreur, l'Espagne dans la guerre civile, la France dans le désarroi et la division ! La race blanche est déchue par lui !

Pour comprendre ce qui se passe en Extrême-Orient, il faut nous élever au-dessus du détail des événements de la guerre, analyser les éléments de l'action européenne en Asie. Nous nous sommes présentés, au cours du XIX[e] siècle, au Japon et en Chine, sans parler de l'Indo-Chine et de l'Hindoustan, sous un triple aspect : missionnaire, commercial, militaire. L'Asie a tenté de repousser nos apôtres, nos négociants, nos soldats. Puis, comme elle n'y réussissait pas, elle a tourné la difficulté. Elle s'est infiltrée entre les nations d'Europe, les a opposées les unes aux autres. Ou encore, elle a adopté certaines de nos idées, de nos méthodes, de nos techniques. Le Japon, en particulier, a déployé une virtuosité invraisemblable pour se mettre au niveau de notre industrie de paix et de guerre, de notre diplomatie, de nos impérialismes. Il n'a pas eu de peine à percer notre jeu. Il n'a pas manqué de prétextes pour travailler à une revanche de la race jaune sur la race blanche, orgueilleuse et envahissante. Et c'est surtout la Russie qui lui en a fourni, depuis vingt ans. Déjà, les « humanitaires » d'Amérique, de France, d'Angleterre, avaient sapé les institutions séculaires de la Chine, introduit la division dans son sein, amené l'écroulement du vieil Empire céleste et l'établissement d'une République chinoise dont le seul nom remplissait d'aise les « démocrates » d'Europe et des Etats-Unis, mais qui n'était qu'une construction d'étudiants européanisés, de théoriciens impuissants et sans idéal. Mais cette œuvre néfaste des « rédempteurs » de race blanche, — issus de la maçonnerie et du radicalisme libre-penseur, — a été poursuivie avec une audace, un aveuglement, une insolence inadmissibles, par le bolchévisme russe, fruit lui-même de l'intoxication matérialiste, antichrétienne et antireligieuse de l'Europe, depuis la Renaissance et surtout depuis la Révolution française. C'est le bolchévisme russe qui a semé le désordre en Chine, c'est lui qui a provoqué le Japon journellement, depuis 1917, c'est lui qui a émis les prétentions les plus monstrueuses sur la Révolution mondiale. C'est lui qui est cause de la guerre actuelle.

« On nous parle de paix, écrivait le D[r] A. Legendre, dans l'*Illustration* du 6 nov. 1937. Ecoutez ce qu'un jour a dit la *Pravda*, étalant sans vergogne les buts de la III[e] Internationale : « Lorsque les tambours de la grande armée rouge battront, résonneront au large et au loin, lorsque nos baïonnettes et nos avions rouges porteront dans le monde le signal de la révolution communiste, de l'émancipation des peuples [5], alors luira le jour du jugement, de l'expiation pour les impérialistes. Ce sera l'heure de la délivrance pour l'Inde, pour la Chine, pour toutes les races opprimées et torturées. C'est l'étendard de la libération pour l'humanité entière que nous levons, et la volonté d'aboutir est notre suprême loi. »

Le Japon pouvait-il ne pas entendre de tels défis ? Pouvait-il en méconnaître et la gravité et l'insolence ? Lui qui était, depuis la guerre de 1905, le grand rival de la Russie en Extrême-Orient, ne devait-il pas en concevoir des craintes, des irritations, une animosité capables de le pousser à toutes les entreprises, pour sa sécurité propre et pour la défense des intérêts de la race jaune en général ?

De fait, toute l'histoire de l'après-guerre est pleine à la fois des menaces bolchévistes et des progrès du Japon. Pendant que l'une des deux puissances injuriait, menaçait, haussait la voix, intervenait à la Société des Nations, l'autre agissait, travaillait, avançait, tout en répliquant sobrement et fermement à toutes les attaques, à toutes les critiques. On croirait que l'Asie, réputée la patrie des interminables palabres et des discours inefficaces, a appris des réalisateurs européens d'autrefois l'art de l'action silencieuse et prompte, tandis que l'Europe, vieillie et lasse, n'a su que construire cette Société des Nations, qui fut une parlotte insignifiante et que tout le monde lâche à qui mieux mieux.

Seulement, si la Russie est la principale coupable dans ce déchaînement des ambitions japonaises et dans l'étalage d'impuissance dont l'Europe et l'Amérique donnent l'exemple, en face des retentissantes victoires nipponnes, la vérité nous oblige à dire que l'Angleterre partage avec elle cette responsabilité. C'est elle qui favorisait, il y a trente ans, l'essor du Japon, pour l'opposer à la Russie tsariste. C'est elle qui a tenté en vain de limiter ses armements navals, au lendemain de la guerre. C'est elle surtout qui, pour contrebalancer la victoire française, dont elle fut la coopératrice, mais qui lui portait ombrage par son ampleur même, a prêché le désarmement, encouragé ainsi tacitement l'Allemagne à annuler toutes les clauses du traité de Versailles, poussé les peuples pacifiques à abriter leur sécurité sous l'illusoire décor de la Société des Nations, — la fameuse théorie de la « sécurité collective ». — Et maintenant, elle paie cher ses erreurs, ses calculs trop subtils, son pacifisme naïf, qui n'était qu'une suite de la lassitude de la guerre, mais qui pouvait être mortel pour une grande puissance mondiale comme elle l'est.

[5] Notez au passage cette phraséologie : « émancipation des peuples ». cette expression appartient au vocabulaire de ceux que nous avons appelés « les rédempteurs humanitaires », francs-maçons, libres-penseurs, radicaux et faux-libéraux de tout ordre, unis dans une haine commune du christianisme. C'est ce qui prouve que le communisme découle directement de « l'humanitarisme matérialiste » de l'ère industrialiste.

Puisque nous savons maintenant pourquoi la Russie ne peut pas intervenir en Chine, — ce qu'au fond nous ne regrettons qu'à demi, car une victoire de sa part serait une victoire du communisme qu'elle incarne, — demandons-nous pourquoi l'Angleterre, la France, les Etats-Unis ne peuvent pas intervenir davantage. Ces trois puissances ont pourtant d'immenses intérêts en Chine, la première et la troisième surtout. Assurément, la vallée du Yang-tsé-Kiang, zone principale de la guerre sino-japonaise, n'était pas tout à fait une colonie britannique ou américaine. « Mais tous ceux qui sont allés en Chine, écrit Ludovic Naudeau dans l'*Illustration* du 18 décembre, savent dans quelle proportion colossale les intérêts financiers anglais y sont engagés. Il a été estimé que les investissements britanniques en Chine (principalement concentrés dans la vallée du Yang-tsé-Kiang) équivalaient à 1.266 millions de dollars-or, environ 65 milliards de francs ; ceux du Japon, surtout groupés en Mandchourie, représentant à Schanghaï 190 millions de dollars-or, près de 10 milliards de francs. »

Quant aux intérêts américains et français, ils sont d'un autre ordre, mais non moins importants Empruntons au même Ludovic Naudeau l'aperçu suivant sur le mouvement commercial de Schanghaï et n'oublions pas que notre Indo-Chine, perle de nos colonies, ne tarderait pas à être gravement menacée si les progrès du Japon se développaient outre-mesure en Chine.

« Le delta du Yang-tsé-Kiang, étendu comme un quart de la France, nourrit 40 millions d'habitants. Cette partie de la Chine est reconnue comme la zone de l'univers où la population atteint la plus grande densité. La ville de Schanghaï, à elle seule, au recensement de 1935, comptait 3.490.762 habitants. Elle comprend : 1° la concession internationale, administrée par un Conseil municipal où prédomine l'influence anglaise et où il y a normalement un million d'habitants (en très grande majorité chinois) ; — 2° la concession française, soumise à un conseil municipal que dirige le Consul général de France : 500.000 habitants (presque tous des Chinois) ; — 3° le grand Shanghaï, une communauté purement chinoise, avec 1.986.556 habitants. Tous ces chiffres sont ceux du *World Almanach* de New-York. La concession internationale abritait, il y a quelques années, 18.500 étrangers, dont 7.169 Japonais. Mais, depuis, l'effectif des Japonais à Schanghaï avait beaucoup augmenté ; il avait atteint 28.000 personnes, dont 18.000 dans le seul quartier de Chapeï. Le port de Schanghaï est d'une telle importance qu'en 1930 51 % de toutes les importations en Chine et 35 % de toutes ses exportations passèrent par ses quais. Durant la même année, 23.759 navires, représentant un tonnage total de 37 millions de tonnes, y arrivèrent ou en partirent. Et l'on peut se rendre compte du rôle que joue, à Schanghaï, la marine commerciale britannique quand on songe que son tonnage total annuel, dans tous les ports de Chine, varie, depuis longtemps, entre 31 et 39 millions de tonnes, le tonnage japonais atteignant de 20 à 25 millions, le tonnage chinois s'exprimant par 18 millions, celui des Américains, en 1935, par 3.711.594 tonnes, celui des Français, en 1912, par 1.634.468 tonnes et, en 1917, par 584.891 tonnes. Il remonta, après la guerre, au niveau de sa moyenne antérieure à 1914. »

Et c'est parmi toutes ces richesses tranquilles, ces activités pacifiques, que les Japonais ont fait brutalement irruption Eux, qui étaient naguère les protégés et les alliés des Anglais, ils semblent avoir multiplié de parti pris les provocations et les insolences envers les Anglais et les Américains, comme pour mesurer leur force de réaction. Ils ont blessé un agent consulaire anglais, défilé de force à travers la concession internationale, coulé sur le Houang-Pou plusieurs navires portant le pavillon britannique. Ils ont infligé aux intérêts britanniques de tels dommages et font à l'honneur anglais de tels affronts que l'on a peine à comprendre la patience de l'Angleterre. Et pourtant elle ne bouge pas ou se borne à des représentations diplomatiques, à la réunion d'une Conférence internationale à Bruxelles, où le Japon a dédaigné de comparaître ! Comment s'expliquer cette inertie ?

Par trois raisons distinctes et convergentes.

La première, c'est que la situation européenne à la suite de la détestable entreprise soviétique en Espagne et des maladresses accumulées envers l'Italie. est trop tendue pour que l'Angleterre puisse songer à engager ses forces navales au loin. — De ce côté, la solution claire, logique, évidente qui s'impose, c'est la liquidation rapide de la guerre d'Espagne, par la reconnaissance du droit de légitime défense du parti national et celle de sa victoire sur le communisme, d'une part, et c'est la reconnaissance de l'empire éthiopien d'Italie et le rapprochement avec elle, pour la détacher de son dangereux isolement avec l'Allemagne Alors seulement l'Angleterre et la France auraient les mains libres en Extrême-Orient.

La seconde raison, c'est l'attitude suspecte des Etats-Unis. Les Anglais ne cessent de répéter qu'ils ne peuvent rien entreprendre en Extrême-Orient sans la participation américaine. Or, à l'heure qu'il est, l'opinion américaine, dans son ensemble, est absolument opposée à toute idée de guerre en Extrême-Orient. Le président Roosevelt lui-même risquerait sa popularité à lutter contre ce courant irrésistible. La raison en est que le pays est à peine sorti d'une crise économique formidable, qu'il souffre encore de la plaie du chômage et qu'il ne peut renoncer aux avantages énormes qu'il retire de son commerce avec le Japon. En effet, pour les huit premiers mois de 1937, tandis que le Japon a vendu aux Etats-Unis pour une valeur de 447 millions de yens, ses achats aux Etats-Unis se sont élevés à 883 millions de yens. C'est un argument énorme entre les mains des pacifistes américains. *Business* d'abord ! La majorité des Américains ont de la sympathie pour la Chine et même pour l'Angleterre, mais la majorité aussi, en considération du dieu-dollar, est encline à murmurer : « Que l'Angleterre et la Chine se débrouillent ! » Le Japon est fort bien instruit de ce sentiment.

Il sait aussi que l'Etat-Major naval américain, qui ne partage pas les illusions du grand public, se méfie, qu'il vient de créer une base d'aviation à Sitka Harbour, dans l'Alaska, c'est-à-dire en face du Japon ; qu'une autre base va fonctionner à Dutch Harbour, au milieu de ces îles Aléoutiennes qui forment dans le Pacifique septentrional un immense arc qui relie l'Alaska au Kamtchatka ; que la base navale des Hawaï a été fortifiée. Le Japon sait si bien tout cela qu'il a élevé des protestations auxquelles les Américains ont répondu placidement, sans interrompre leurs travaux de défense.

N'empêche que l'Angleterre se sent paralysée par l'attitude énigmatique des Etats-Unis. Elle ne se soucie pas d'attirer sur ses possessions tout l'effort des armées japonaises. Elle pèse les forces dont elle dispose en Extrême-Orient et les trouve insuffisantes pour affronter un duel avec le Japon. Les revues britanniques avouent avec franchise et sang-froid l'infériorité actuelle de leur pays. On y trouve le détail de la balance des flottes en présence.

Le Japon, disent-elles, possède, en gros, 9 cuirassés portant des canons de 355,50 et de 406, et 12 croiseurs armés de 203,10, plus 14 croiseurs plus faibles, tout cela moderne et puissant, car on ne fait pas entrer en ligne de compte les navires encore en escadre, mais de type ou d'armement vieilli. — L'Angleterre, elle, n'a en Extrême-Orient, en tout et pour tout, qu'un croiseur portant des canons de 203,10 et 4 croiseurs armés de canons de 152,30. Cette petite escadre se trouve à Singapour, à 3.000 milles du Japon.

Tout le monde sait que la Grande-Flotte anglaise d'Europe est et reste la première du monde. Au début de 1937, l'Angleterre possédait 12 grands cuirassés et 3 croiseurs de bataille. Mais tous ces *capital-ships*, comme on les appelle chez nos voisins, avaient vingt ans d'âge, *à l'exception de trois* En outre, au cours de l'année, quatre d'entre eux ont subi, en Méditerranée, des avaries qui ont nécessité d'importantes réparations. La Grande-Bretagne n'a donc que 11 grands navires à opposer actuellement au Japon. Et cette force ne peut quitter l'Europe pour les raisons qui ont été dites Les Etats-Unis, de leur côté, disposent de 15 cuirassés avec canons de 355,50 et de 406 ; 16 croiseurs armés de pièces de 203,10 ; enfin dix autres ayant le calibre 152,30. La base de cette flotte redoutable est aux îles Hawaï, à Pearl Harbour, à 3.300 milles du Japon.

Et voici ce qu'écrit la revue anglaise *Round Table* (citée par l'*Illustration* du 18 décembre) :

« A supposer (ce qui n'est pas du tout assuré aujourd'hui), que les Etats-Unis soient disposés à participer à une guerre d'Extrême-Orient, dans une coalition où figureraient aussi la France, l'Angleterre et la Hollande [6], l'aptitude des alliés à résister à une contre-attaque japonaise dépendrait du lieu où ils parviendraient à se réunir et à s'assurer la supériorité du feu. *Hong-Kong et Schanghaï, à ce point de vue, seraient intenables.* »

Remarquons cette dernière phrase. « Il faut que l'Amirauté britannique, écrit Ludovic Naudeau, estime présentement très haut la flotte japonaise, pour qu'elle considère comme *intenable* cette île de Hong-Kong, décrite cependant dans tous les manuels comme une très forte position stratégique. » Hong-Kong, colonie de la couronne, à l'embouchure de la rivière de Canton, compte 850.000 habitants, dont 20.000 seulement sont des non-Chinois. La capitale de l'île est Victoria ; avec ses énormes buildings de 15 à 20 étages, elle a une allure tout à fait américaine. En 1934, le chiffre total du mouvement commercial du port était de 40 millions de tonnes, dont 12 millions étaient britanniques.

[6] Les Indes néerlandaises, bourrées de matières premières telles que pétrole et caoutchouc, seraient visées tout de suite par le Japon, en cas de guerre.

On comprend dès lors l'apparente passivité de la Grande-Bretagne. Mais cette passivité heureusement n'est qu'apparente. L'Angleterre n'est pas comme la France, où les fautes politiques deviennent aussitôt des armes entre les partis et sont, pour des raisons de polémique, étalées honteusement sur le devant de la scène. Elle a reconnu son erreur ; elle met à la réparer une ferveur silencieuse, mais passionnée. Elle a compris qu'en un monde matérialisé rien ne compte plus que la force, que le droit lui-même ne vaut que s'il est solidement appuyé, que toute défaillance de sa part serait une abdication mortelle, qu'elle ne se fera respecter et ne gardera sa position mondiale que par une continuelle vigilance, utile du reste à l'hygiène morale de la nation. Au lendemain de la guerre, elle s'était endormie sur sa victoire ; elle fit crédit à l'institution de la Société des Nations pour résoudre tous les conflits extérieurs ; elle eut foi en ce que l'on appelait et que certains utopistes appellent encore « la sécurité collective » et qui n'était que « l'illusion collective ». L'Angleterre ne sut pas arrêter le réarmement germanique. Elle ne comprit rien aux préparatifs italiens. Elle prétendit donner l'exemple du désarmement. Elle porta au premier rang le pacifiste naïf qui se nommait Ramsay Mac-Donald. Elle abandonna toutes ses traditions antérieures relativement à la puissance de sa marine de guerre. En 1897, cette marine était de taille à tenir tête à toutes celles de l'univers, si elles s'étaient liguées contre elle. Jusqu'en 1914, elle observa le principe du *Two-Power naval standard*, — égalité de la flotte anglaise aux deux flottes les plus puissantes après elle. — Après 1919, elle crut que l'histoire entrait dans une phase nouvelle, celle de l'entente cordiale étendue à tout l'univers. A quoi bon dès lors dépenser tant d'argent pour maintenir une primauté maritime désormais inutile ? Mais l'affaire éthiopienne, suivie de près par le conflit espagnol, auquel s'ajoute maintenant l'agression japonaise en Chine, furent trois coups de tonnerre qui réveillèrent le pays. Un programme gigantesque de réarmement naval est en cours.

Mais on ne fabrique pas les *capital-ships* comme des petits pains !

Ce n'est qu'en 1942 que la force britannique atteindra son maximum de puissance : 25 grands cuirassés, dont 10 constitueront les modèles les plus formidables que l'on aura jamais vus ; en outre 60 croiseurs modernes et 10 anciens ; 9 porteurs d'hydravions avec 520 appareils, 150 destroyers (contre-torpilleurs) modernes, avec une abondante réserve de destroyers plus anciens et 70 sous-marins neufs.

A propos de ces derniers, les lecteurs des études navales dues à des spécialistes anglais sont frappés du fait que l'amirauté ne semble plus avoir l'obsession du sous-marin, comme elle l'avait eu jusqu'ici. Il semble qu'elle possède des procédés nouveaux de détection et de destruction pour se garantir de cette menace. De plus, les bâtiments du type *King George V*, en voie de construction, seront admirablement protégés à la fois contre le feu des canons et contre les bombes des aéroplanes, et seront dotés d'une artillerie contre avions beaucoup plus puissante et plus efficace que les cuirassés actuels. Si l'Angleterre a songé un ins-

tant, lors du conflit éthiopien, à abandonner la Méditerranée en se bornant à bloquer les deux bouts, elle est maintenant résolue à maintenir le passage « à n'importe quel prix » (ce sont les propres expressions du ministre des Colonies, lord Dufferin). C'est pourquoi, loin de déclasser la position de Malte, on la fortifie à outrance.

Sir Thomas Inskip, ministre de la défense nationale, a déclaré qu'il avait déjà placé des commandes d'armement atteignant 288 millions de livres, 43 milliards environ, presque une année budgétaire française ! Et il a ajouté : « Nous avons fait appel à toutes les ressources de la science. Et je suis assez optimiste pour affirmer que, dans un certain temps, nous ne serons plus du tout sans protection contre ces attaques aériennes qui ont causé tant d'appréhensions. » Notez qu'il n'y a dans ce langage aucune menace contre personne, aucune rodomontade, aucun étalage bruyant de force, mais une volonté froide, résolue, énergique, qui n'est rien de moins que la volonté de se défendre, la volonté de vivre. Puisse la France comprendre cet exemple ! Point d'agression contre qui que ce soit, mais point de défaillance ! Union de tous les Français, dans la volonté de vivre, voilà ce qu'il nous prêche !

Si l'Allemagne poursuit un plan de 4 ans, l'Angleterre poursuit son plan de 5 ans. Le budget total mis à la disposition de ce plan, en février 1937, s'élève, pour la flotte, l'aviation et l'armée, à 1.500 millions de livres, 220 milliards de francs. Ce chiffre se passe de tout commentaire. Seulement, ce plan ne sera achevé qu'en 1942. Un publiciste spécialisé anglais estime qu'à cette date les Etats-Unis, avec 19 ou 20 *capital-ships*, seront seuls à posséder une force navale approchant de l'Angleterre, tandis que le Japon aurait au plus 14 cuirassés, la France 10 ou 12, l'Italie 7 ou 8 et l'Allemagne 7, sans compter ses fameux « cuirassés de poche ». Mais tout cela dépend de bien des facteurs qu'il est impossible de calculer actuellement et notamment de la situation politique et sociale dans les pays en cause.

Seulement, quand on voit ces chiffres, quand on mesure les causes de ce gigantesque effort, quand on songe à l'énormité et à l'immensité des problèmes à résoudre, on ne peut concevoir que mépris et dégoût pour les misérables querelles avec lesquelles on « amuse le tapis » dans une France divisée par les conflits sociaux les plus regrettables et les plus dangereux pour sa sécurité et son existence même !

Quand donc se lèvera l'homme d'Etat digne de ce nom qui saura réconcilier les Français autour du drapeau national et leur assurer la paix extérieure au moyen de la paix intérieure ?

V

On pourrait dire aussi : Quand donc les leçons de l'histoire seront-elles comprises ? Il y a à l'heure actuelle une vague de pessimisme autour de la valeur pédagogique de l'histoire. De divers côtés on recueille les marques d'un scepticisme croissant au sujet de l'utilité de l'étude du passé pour éclairer le présent. Dans un article que nous allons résumer, en raison de son grand intérêt, le Dr Maranon, grand médecin, biologiste et essayiste espagnol, écrit notamment, à propos de l'influence des élites :

« Si l'être humain était capable de s'en tenir à l'expérience historique, il lui suffirait de se rappeler que la révolution russe triompha grâce à l'effort d'un groupe presque insignifiant de bolchévistes. Mais comme la conduite individuelle se base, en grande partie, sur l'expérience propre, l'expérience historique n'a aucune influence et n'en aura probablement jamais, sur la conduite des collectivités. En Espagne, il s'est passé la même chose qu'en Russie. Quelques hommes d'action, représentants d'une minorité, mais bien organisés et décidés à tout, se sont imposés à la majorité. »

Le Dr Maranon parle ainsi du triomphe du communisme, de 1931 à 1936. Et il a raison. Mais il doit reconnaître que les hommes de gauche n'ont pas le monopole, heureusement, de la discipline, de l'audace et du succès. Le nationalisme espagnol est en voie de prouver le contraire.

Mais ceci est une autre question. Pour l'instant, bornons-nous à recueillir sous la plume si autorisée du grand biologiste espagnol, qui fut avec Perez de Ayala et Ortega y Gasset le fondateur d'une association républicaine, dont l'activité commençait à se répandre en Espagne un an avant la chute de la monarchie, des réflexions d'une sincérité et d'une clairvoyance si remarquables qu'on pourrait les intituler : *Confessions d'un libéral impénitent.* Leur titre réel, dans la *Revue de Paris* du 15 décembre 1937, est le suivant : *En marge de la Guerre civile espagnole. Libéralisme et communisme.* Si sceptique qu'il affecte d'être sur la valeur des leçons de l'histoire, l'auteur nous semble oublier qu'il n'a lui-même entrepris d'écrire ces pages d'histoire que pour que quelques-uns au moins en profitent et en fassent profiter les autres. C'est ce que nous allons essayer de faire.

Son article commence par des remarques fort justes sur la partialité instinctive des jugements opposés et contradictoires que l'on porte communément sur les affaires d'Espagne, dans les pays étrangers et notamment dans le nôtre :

« Il se produit maintenant, dit-il, avec la révolution et la guerre d'Espagne, ce qui se passe pour tous les grands événements historiques : tant qu'ils se déroulent — et bien longtemps après, — les jugements que l'on porte sur eux se fondent sur des incidents interprétés avec passion — personnelle ou de parti ; — incidents historiquement secondaires, qui cachent cependant le sens véritable des événements. »

Comme il a raison ! Demandez à cent Français les motifs de leur attitude envers l'un ou l'autre des deux partis qui luttent en Espagne ; s'ils sont sincères, ils vous diront qu'elle leur est imposée non par les faits, mais par leurs préférences de fond. Mais comme il est rare qu'ils soient sincères ! Ils ne vous diront pas : « Je défends les rouges parce que je suis rouge », ni : « Je suis avec Franco de cœur, parce que je défends la monarchie ou parce que j'ai horreur du communisme ». Non, ils feront appel à des incidents : exécutions, bombardements aériens, massacres de prêtres d'une part, de femmes et d'enfants d'autre part [7].

[7] Nous avons reçu d'Espagne rouge des recueils de photographies représentant des cadavres d'enfants et de femmes déformés par les bombes nationalistes. Un journal

Comment faut-il donc poser le problème ? *De quoi s'agit-il ?* aurait dit Foch. Tout pays a droit à la vie, et non à la vie en général, mais à sa vie à lui. L'Espagne doit vivre en tant qu'Espagne, en tant que facteur original et puissant de l'histoire de la civilisation et de l'humanité.

De son droit à la vie découle la liberté de régler elle-même ses problèmes intérieurs, de se donner le gouvernement de son choix, — à la condition pourtant que ce soit *un gouvernement*. Et qu'est-ce donc qu'un gouvernement ?

Une autorité qui maintient l'ordre dans un peuple, sans avoir recours aux moyens de coercition extraordinaires, tels que l'état de siège, l'inquisition policière, l'espionnage et la délation, sans terrorisme en un mot, par la seule adhésion des gens raisonnables et sensés, des « notables » du pays, de la « *pars sanior* » ; et un gouvernement c'est encore une autorité qui est capable de rendre la justice de façon impartiale, de faire vivre les citoyens en commun dans le travail, la coopération civique, la fraternité nationale.

Et comment s'appellera ce gouvernement ? Monarchie absolue, monarchie constitutionnelle, oligarchie, république ? Peu importe. Ce sont là des étiquettes. Si la république n'y peut aller, que la monarchie ou la dictature y aille, mais que le peuple vive, travaille, demeure en paix et en joie. Voilà l'essentiel. Si vous ne posez pas le problème ainsi, vous sortez de la question, vous faites du sectarisme, non de la politique. Vous raisonnez en partisan, non en homme d'Etat.

Dans un manifeste impressionnant, signé des plus grands noms de la littérature britannique, les intellectuels anglais comparaient, ces jours derniers (décembre 1937), les deux gouvernements d'Espagne, en se plaçant au point de vue que l'on vient de définir :

« Le gouvernement de Salamanque, disaient-ils, contrôle les deux tiers du territoire de l'Espagne, habités par une grande majorité du peuple espagnol.

Depuis plusieurs mois, ce vaste territoire... vit dans des conditions normales, pacifiques, les impôts y sont payés, les tribunaux de justice fonctionnent, les vivres sont abondants et à bon marché. Pour la première fois, depuis des années, toutes les classes sociales, sans tenir compte de leurs opinions politiques, voient leurs affaires assurées. En revanche, le gouvernement de Valence a été absolument incapable, malgré ses clameurs sur la coopération enthousiaste du peuple, de faire le plus petit effort pour venir en aide à Bilbao, Santander ou Gijon. Il vit en conflit ouvert avec le gouvernement de la Catalogne. Les territoires contrôlés par Barcelone et Valence se ressemblent par ce point que les conditions de vie normale et digne ont disparu depuis juillet 1936. Aucun effort n'a été fait pour les rétablir. Les services ordinaires de sûreté ont cessé d'exister. On ne suit plus le cours des procès. Des arrestations non ordonnées par l'autorité, des emprisonnements sans jugement et des exécutions sans justification légale ont lieu tous les jours. Des renseignements de la Direction de la Sûreté, portant jusqu'au mois de novembre 1936, évaluent à 38.000 le nombre des personnes assassinées dans Madrid. »

Que nos lecteurs veuillent bien se rappeler les témoignages cités dans notre Causerie de novembre 1937 : ceux de Bernard Fay, Nena Belmonte, Mac Guire. On pourrait y ajouter maintenant celui de Georges Oudard, paru dans la *Revue de Paris* du 1er décembre, sous le titre *Retour d'Espagne*, et qui pourrait se résumer dans ces lignes de l'auteur lui-même :

« J'ai trouvé partout à l'arrière (en pays franquiste) la vie normale, calme et facile... Les vivres ne manquent pas et se vendent bon marché... Le coût de la vie est très sensiblement inférieur à ce qu'il est en France... Le sentiment d'absolue sécurité qu'on éprouve, en rentrant seul par les sombres rues désertes, on ne l'aurait pas à Valence et à Barcelone, où le passant, quelle que soit la protection que lui accordent les autorités, demeure à la merci, surtout la nuit, d'une brute isolée qui, sûre de l'impunité, l'abattra sans raison si tel est son bon plaisir... Dans certains milieux français, on s'indigne à distance que beaucoup de personnes, en parlant de ce pays, aient l'air de considérer les rebelles comme le gouvernement légal et le gouvernement légal comme des rebelles. Elles éprouveraient à leur tour cette même impression après avoir résidé quelque temps dans cet Etat à l'envers. »

Tous ces témoins raisonnent comme nous le faisons ici : le vrai gouvernement est celui qui gouverne, qui organise le travail, la justice, la paix publique.

Or, le Dr Maranon ne raisonne pas autrement. Il a été témoin des faits. Il en a été aussi quelque peu acteur. Il était libéral et républicain. Il n'y avait alors en Espagne aucune menace sérieuse du communisme. Ce parti était à peu près inexistant.

« Cependant, dit-il, la campagne des partis et de la presse de droite annonçait une série de catastrophes, si le mouvement républicain triomphait, bien que ce mouvement eût un caractère pacifique et fût dirigé par des modérés, des libéraux, dont beaucoup, comme M. Azana, n'avaient même pas de tradition républicaine. »

Cela se passait en 1931. Les libéraux ne crurent pas un instant aux prophéties de la droite, pas plus qu'en France on n'a cru aux prédictions des modérés sur les suites d'un triomphe du Front populaire. Et pourtant ces prédictions, relativement aux troubles sociaux et au désastre des finances, se sont parfaitement réalisées. Elles ont peut-être même été dépassées par les faits. Il en fut de même en Espagne. Le Dr Maranon en témoigne :

« Ce dont il n'y a pas à douter, écrit-il, c'est que les prophéties des droites extrêmes ou des monarchistes, qui s'opposaient à la république, se réalisèrent entièrement : désordre continuel, grèves sans motif, incendies de couvents, persécution religieuse, exclusion du pouvoir des libéraux qui avaient patronné le mouvement, mais qui ne se prêtèrent pas à la politique de classe, refus de traiter avec tolérance les gens de droite qui, de bonne foi, respectèrent le régime, sans se sentir — comme c'est naturel — enflammés de républicanisme extrémiste. »

nous parvient régulièrement, qui a pour titre : *Euzko Deya, La Voz de Euzkadi (La Voix des Basques)*. Qui nous l'envoie ? Nous l'ignorons. Nous avons reçu aussi deux « Bulletins d'Information catholique », rédigés en latin et bourrés de faits de cruauté à porter au compte des Franquistes. Si ces faits sont vrais, nous les regrettons infiniment. Mais que prouvent-ils ? Que la guerre civile est une chose atroce ? Nous le savions déjà. Que la cause défendue par Franco est mauvaise ? Pas le moins du monde. Durant nos guerres de religion, au XVIe siècle, des faits semblables se sont produits ; un baron des Adrets faisait pendant à un Blaise de Montluc ; on se pendait, on s'arquebusait à qui mieux mieux, d'un camp à l'autre. Est-ce à dire que les deux causes se valaient ? La conséquence est absurde.

Les libéraux étaient des hommes imbus de leur supériorité intellectuelle. Le libéralisme apparaissait comme le seul état d'esprit admissible pour un homme moderne. « Presque toutes les statues qui enseignent aux passants, dans les rues de l'Europe et de l'Amérique, le culte des grands hommes, portent inscrit sur leur socle, le nom d'un libéral. » Et pourtant, ces libéraux se sont presque toujours trompés dans leurs prévisions historiques ; les événements infligent chaque jour un démenti à leurs théories. En Espagne, ce fut le réactionnaire et non pas le libéral qu vit juste. « Cela ne fait pas de doute », assure M. Maranon. Pourtant, les monarchistes ne prévoyaient pas le rôle du communisme, encore si faible en Espagne. Ils croyaient au contraire à l'influence néfaste de la franc-maçonnerie.

Leur erreur venait de ce qu'ils ne tenaient pas compte de la propagande russe. Ils ne pouvaient croire aux intentions, encore moins aux possibilités d'action de la Russie bolchéviste sur un pays aussi éloigné de la Russie et aussi différent d'elle. Ils ignoraient probablement l'intensité de la propagande communiste dans la péninsule. Au reste, on ne peut dire à quel moment cette propagande avait commencé.

« Je me souviens, écrit le Dr Maranon, que, peu de jours avant l'incendie des couvents, en mai 1931, je marchais par hasard, la nuit, derrière un groupe de trois personne qui parlaient librement et à haute voix de politique. C'étaient des communistes, et il y avait une telle fermeté dans leur ton et dans leurs espérances de triomphe qu'ils m'auraient impressionné, si la conviction que l'idéologie nationale — y compris la plus révolutionnaire — était réfractaire à la tactique bolchévique, n'avait été bien enracinée en moi. Le jour des incendies, nous pûmes voir qu'il en était autrement. La propagande avait été énorme, quoique souterraine, et bien que le nombre connu des affiliés fût encore très petit. Aux premières élections générales, il n'y eut qu'un ou deux députés communistes (combien de fois avons-nous invoqué cet argument qui nous tranquillisait !). Mais les trois cents colonnes de fumée qui, de toutes les villes d'Espagne, montèrent vers le ciel, le même jour et presque à la même heure, en pleine paix, sans provocation proportionnée à cette réponse barbare, ces forfaits accomplis d'après les règles d'une technique destructive admirable et inconnue du peuple espagnol, démontrèrent que l'organisation étrangère existait déjà et qu'elle faisait avec impétuosité ses premiers essais. »

Or, cet événement eut une portée décisive. Il jeta la défiance sur la République naissante. Il l'empêcha de pouvoir élargir ses bases vers la droite et d'englober tous les hommes de bonne volonté, même mal disposés pour elle, mais qui auraient pu en faire l'essai loyal et pacifique. La guerre religieuse commença. La République fut livrée aux éléments de gauche.

« A partir de cette date, le ton communiste de l'agitation espagnole crût et se développa avec un art suprême, et réussit à ne se montrer ni trop fort, ni trop alarmant dans les élections et dans les autres manifestations publiques. L'apparence du pouvoir communiste était toujours inférieure à sa véritable réalité. »

Pourtant, lorsque les droites triomphèrent aux élections de 1933, les communistes tentèrent un coup de main révolutionnaire pour occuper le pouvoir, en octobre 1934. Les « puritains de la légalité » qui s'indignent de la rébellion des généraux en juillet 1936, oublient totalement que les communistes s'étaient révoltés en octobre 1934, contre une majorité de droite !

Ne parlons donc actuellement ni de « rebelles » ni de « loyaux » ; les prétendus « loyaux » d'aujourd'hui furent les « rebelles » de 1934. La priorité dans la rébellion leur appartient sans conteste. Le Dr Marañon le rappelle avec autorité. La vérité serait de dire : les marxistes et les anticommunistes, ou bien les « rouges » et les « nationaux ».

Quoi qu'il en soit, le mouvement communiste des Asturies échoua, en octobre 1934, « par pur miracle », déclare notre auteur. Mais en 1936 le communisme prenait sa revanche. Il était devenu l'âme du *Frente popular*. Le Dr Maranon analyse très bien sa tactique. Elle constitue à utiliser « sans scrupules toutes les forces voisines et collatérales, quelles qu'elles soient, quitte à les rejeter dès qu'on a remporté la victoire. » Le bolchévisme espagnol ne pouvait pas triompher seul. Il ne pouvait pas vaincre sans l'appui des « libéraux », analogues à nos radicaux-socialistes. En Espagne, ces libéraux étaient toujours des *anticléricaux*, ce qui ne les empêchait pas d'être en même temps, très souvent, des catholiques orthodoxes et même pieux, parfois superstitieux. Le bolchévisme s'est servi des « libéraux » tels qu'il les trouvait. Il a réussi à prendre la direction de l'Espagne rouge, au point que nul ne peut douter, à l'heure actuelle, que le gouvernement de Valence, traînant à sa remorque les non-communistes attelés au joug avec lui, ne soit entièrement bolchéviste. Et pourtant :

« Alors que la révolution était déjà avancée, dit Maranon, le communisme espagnol comprenait à peine quelques organisations, si on les compare aux organisations très nombreuses des socialistes, des anarchistes et des syndicalistes et même des républicains de gauche. Deux ou trois ministres seulement représentaient les communistes dans les gouvernements révolutionnaires — y compris dans le gouvernement actuel — et le nombre de leurs députés était aussi, comme nous l'avons dit, et est toujours réduit. Cependant, le communisme n'a pas seulement imposé son pouvoir à l'Espagne rouge, mais il a réduit à l'impuissance les groupes socialistes, dont certains aussi puissants, au début du mouvement, que celui de Largo Caballero, héros de la révolution pendant de nombreux mois, ainsi que les masses très fournies d'anarchistes et de syndicalistes — maîtresses de la rue jusqu'en avril dernier et pourvoyeuses du contingent le plus important de soldats. L'action chaotique de ces forces a été facilement dominée par la sévère discipline communiste. Quand l'occasion se présenta, ces « amis du peuple » recoururent, sans le moindre ménagement, à la « liquidation » des anarchistes et des syndicalistes, qui sont, entre parenthèses, dans notre révolution, l'expression la plus authentique de la psychologie nationale. »

Ce qu'il y a d'inconcevable en tout cela, c'est le « daltonisme » des libéraux des deux mondes. Ils ne peuvent voir que l'antilibéralisme *noir*, — celui qu'ils attribuent à l'Eglise et au clergé, — et ils n'ont jamais pu voir l'antilibéralisme *rouge*, cynique, sanglant, implacable, celui du bolchévisme, celui d'un Staline ! M. Maranon ne cherche pas la cause de cette maladie des « radicaux » qu'il appelle « libéraux ». Cette cause, c'est que communistes et radicaux ne croient qu'à la terre, au paradis fait de main d'homme, à ce qu'ils appellent « le Progrès » ! Les radicaux ont beau faire, ils ne

peuvent pas ne pas reconnaître dans les marxistes leurs propres disciples, sous ce rapport. Un radical et un socialiste ne diffèrent que par le cœur. Le premier est *sec*, le second est *passionné*. Mais entre Combes et Jaurès, — si dissemblables par tout leur être, — il y avait au fond accord de « Conception générale du monde ». L'un comme l'autre repoussait l'idée de « salut » par Jésus-Christ, et admettait celle de « salut » par la science moderne et la politique humaine.

Et ici nous rejoignons le Dr Maranon.

« Si l'on pouvait, écrit-il, réduire à une seule cause le grand bouleversement actuel de l'humanité, je n'hésiterais pas à dire qu'on la trouve dans l'immense erreur des libéraux du monde. Ils représentaient, à l'origine, le sens humaniste de la civilisation — le plus fécond en actions pratiques et spirituelles — et ils sympathisent, en majorité, aujourd'hui, avec la plus antilibérale et la plus antihumaniste de toutes les idéologies politiques qui aient jamais existé : l'idéologie communiste. »

Or, cette erreur, le libéralisme l'a toujours commise. Il n'a jamais pu comprendre qu'il conduisait tout droit au despotisme qu'il a en horreur, tantôt celui de Robespierre ou de Staline, tantôt celui de Bonaparte ou de Mussolini. Le libéralisme tombe régulièrement dans ses propres filets. Il veut passer pour « ami du peuple » ; il craint toujours de ne pas être assez regardé comme « ami du peuple ». Il ne lui suffit pas d'être libéral, il veut être tenu pour tel. Et comme « ami du peuple » se résume pour lui dans le mot magique de « liberté », il croit avoir tout fait quand il a donné la liberté à tous. Seulement, au nom de la liberté, se dressent ceux qui offrent au peuple, pour se faire un piédestal de la force populaire créée par le libéralisme lui-même, autre chose qu'un mot : *la liberté*, et qui ajoutent par exemple : *le pain, la paix*. Notez que la ruse est simpliste et grossière ; mais elle réussit à chaque coup. Le vrai libéral, juriste sec ou lettré aimable et sentimental, est battu régulièrement dans sa tentative de s'emparer du cœur du peuple. Il y a des démagogues plus adroits que lui, et dont l'éloquence est plus efficiente. Et ce qu'il y a de plus fort, c'est que le libéral ne voit même pas qu'il est dupé, qu'on lui prend ses *slogans* à lui, en les exagérant grossièremnet et qu'on en fait des mensonges sans pudeur. Daltonisme ? Il faudrait dire : cécité !

« Il est certain, déclare M. Maranon, que la négation de tout libéralisme, que suppose le communisme, rend, à première vue, très difficile de concilier celui-ci avec la ferveur libérale. Mais le communiste, comme tous les grands propagandistes, ne s'arrête pas à ces contradictions. *Il sait que le coefficient de la crédulité collective est pratiquement infini.* Et le libéral possède, en plus de cette crédulité, une candeur particulière quand on lui parle au nom de ses mythes de prédilection. Dans ce sens, le spectacle du monde actuel est surprenant. Au moment même où l'on extermine, en Russie, par douzaines les dissidents du rigide *Credo* gouvernemental ou que l'on fait disparaître, à l'étranger, les chefs de groupements anticommunistes, le libéral [8] continue à croire que la Russie est le pays du progrès moral et de la liberté, la Mecque du libéralisme. L'exemple de l'Espagne porte cette erreur jusqu'aux limites de l'inconcevable. On y trouve encore (côté rouge) des libéraux qui y déclament, avec une éloquence et une tournure d'esprit très libérales, contre la dictature du camp opposé, tandis qu'eux-mêmes, non seulement ne peuvent exprimer librement leurs pensées, mais encore sont obligés bien souvent de dire à la presse ce qu'on leur ordonne. En novembre dernier, un communiste me disait à Madrid : « Toi, qui as toujours été libéral, tu seras avec nous ! » Mais, le même jour, le Comité des ouvriers avait interdit la réédition d'un de mes livres, parce qu'on pouvait lire ceci sur l'une de ses pages : « Moi, qui ai toujours été libéral, *grâce à Dieu...* ». Quand je sortis d'Espagne, en faisant remarquer que ce procédé ne me paraissait pas très libéral, on me déclara « ennemi du peuple », et un écrivain d'un pays américain, communiste et catholique, m'appela dans un article, « le nouveau Torquemada espagnol » !

Episode bien significatif... Voilà en abrégé toute la tactique communiste : enchaîner les libéraux à leur cause, par la peur de ne plus passer pour libéraux, les obliger de la sorte à se faire les parrains de la servitude communiste, la plus effroyable tyrannie que le monde ait connue !

VI

Et maintenant, quelles sont les causes essentielles de l'échec du communisme en Espagne ? (Car nous ne doutons plus de sa défaite, qui serait encore bien plus grave et plus rapide, s'il ne gardait l'appui d'un trop grand nombre de radicaux et de socialistes qu'il a subjugués et qu'il tient en laisse, comme de catholiques, — les Basques, — qu'il a trompés odieusement, en leur promettant l'autonomie).

Pour le Dr Maranon, la cause la plus grave de cette défaite, c'est qu'il n'a pu se donner un caractère *national*, c'est que le cri de guerre « *Arriba Espana !* » n'a pu être que celui de ses adversaires. Le communisme espagnol est resté russe ; il n'a pas été assez espagnol, il a heurté le sentiment profond de la nation. Du côté rouge, on a feint de s'indigner de l'appui obtenu par le général Franco de l'Italie et de l'Allemagne. On essayait ainsi de donner le change, d'accaparer le patriotisme espagnol. Mais la feinte était trop grossière. Du côté Franco, les Italiens et les Allemands ont donné un concours important, disons même décisif. Mais il en avait été de même, au temps de Napoléon, par Wellington et les Anglais. Cela ne pouvait jeter aucune ombre sur le caractère national du mouvement anticommuniste, tandis que l'emprise russe sur le camp rouge avait existé bien antérieurement, puisqu'elle datait d'avant la révolution de 1931, — et était infiniment plus grave, puisqu'elle visait à faire de l'Espagne rouge une simple succursale, un satellite de Moscou, tout comme le communisme français le ferait de notre pays. Ce phénomène de l'emprise russe avait été dénoncé dans l'opinion espagnole, bien avant qu'il fût même question d'un concours italien ou allemand, bien avant que Franco n'eût déclanché le mouvement nationaliste. Aux jours des élections du *Frente popular*, en février 1936, un professeur socialiste d'Université, qui était, peu auparavant, l'idole de ses étudiants, en était arrivé « à faire ses leçons au milieu de l'hostilité de son auditoire. » Aujourd'hui, ajoute M. Maranon, « 80 %

[8] Songeons à notre Ligue des Droits de l'Homme, ou encore à un personnage aussi raffiné que le Président de la Chambre française !

des étudiants luttent comme soldats volontaires dans les rangs nationalistes. Beaucoup d'entre eux ont été élevés dans une ambiance libérale et appartenaient au début de leurs études aux associations libérales et même socialistes ou communistes d'étudiants. Et ils sont nombreux les jeunes gens, alors presque des enfants, que nous avons connus en prison pendant la dictature et qui sont aujourd'hui des héros, vivants ou morts, de la cause antimarxiste. Ce qui les a fait changer, c'est sans doute la signification antiespagnole de la propagande du Front populaire. »

Pour quiconque réfléchit, la cause devrait être entendue, s'il est vrai que le gouvernement légitime, au sein d'un peuple, est celui qui est le plus national d'une part, celui qui groupe les assentiments les plus profonds, les plus nombreux, les plus ardents, celui qui répond le mieux aux aspirations, aux traditions, aux fiertés et, si l'on veut, aux préjugés nationaux, — et d'autre part, celui qui gouverne le mieux, qui assure, répétons-le, l'ordre, la justice, le travail, la liberté, la paix intérieure, sans coercition brutale, sans terrorisme inutile. Que l'on tourne la question comme on le voudra, de toutes parts l'homme qui réfléchit conclut contre Valence pour Salamanque.

Quant aux objections formulées du côté de Valence, elles sont proprement insignifiantes.

Première objection :

« Les dirigeants communistes se rendirent rapidement compte que c'était là (dans son esprit national) que résidait la principale force du général Franco. C'est pour cela qu'au début de la guerre, leur propagande tendit à exploiter le soi-disant outrage que constituait l'emploi en Espagne de l'armée marocaine. Mais moi, qui étais alors en Espagne rouge, je pus voir que cet argument d'inspiration étrangère ne faisait pas la moindre impression sur les Espagnols. La confraternité d'armes des Espagnols et des Marocains est une tradition nationale. Seuls ceux qui croient ingénument que l'histoire commence avec eux et que le passé ne compte pour rien [9], ignorent que les exploits les plus proprement nationaux, comme les campagnes du Cid Campeador et la conquête de Grenade, qui mit fin à la Reconquête, se firent, en partie, avec des soldats africains. Chaque Espagnol, du côté rouge, se sentait, ethniquement, plus proche des Maures d'en face que des Russes semi-asiatiques qui comblaient déjà son arrière-garde. »

Seconde objection :

« L'argument dont on se servit ensuite est celui de l'invasion par les troupes étrangères. » — Mais cet argument est aussi à double tranchant. Il n'y avait pas moins d'étrangers dans le camp rouge que dans le camp nationaliste. La « brigade internationale » n'était pas un mythe, les « tanks russes » non plus. Il y avait même sûrement plus de sortes d'étrangers du côté rouge : Russes, Tchèques, Français, etc. Le caractère « international » de la cause « rouge », son absence d'idéal national n'en étaient que mieux soulignés. Et quel est l'Espagnol qui a pu croire que, la guerre terminée, l'Italie ou l'Allemagne resterait en Espagne ? Durant la grande guerre, la France a eu, sur son sol, des centaines de milliers d'Anglais et d'Américains, sans parler des Italiens, Serbes, Polonais, etc., etc. Qui donc a douté, pour cela, du caractère national de notre résistance à l'envahisseur allemand ?

Il ne reste donc rien, absolument rien, des objections faites contre le caractère national du mouvement franquiste. Les rouges ne peuvent pas en dire autant. Une chose est certaine, comme le fait remarquer le Dr Maranon : c'est que « l'Espagne rouge est spirituellement communiste russe. Du côté nationaliste, quand il y aurait des millions d'Italiens et d'Allemands, l'esprit des gens y serait — avec ses qualités et ses défauts — infiniment espagnol, plus espagnol que jamais. Et il est inutile d'attaquer, avec des sophismes, cette vérité absolue dont dépendaient déjà, avant la lutte, la force de l'un des partis et la faiblesse de l'autre. »

Conclusion du grand biologiste :

« Ce sont là les termes exacts du problème : une lutte entre un régime antidémocratique, communiste et oriental, et un autre régime antidémocratique, anticommuniste et européen, dont seule la réalité espagnole, toute-puissante, modèlera la forme exacte... Le problème serait en somme très clair, *sans l'intervention perturbatrice des forces libérales, dont l'immense prestige et l'immense maladresse* remplissent aujourd'hui de confusion le théâtre politique du monde. L'aveuglement devant l'antilibéralisme rouge a poussé le libéral à vendre son âme au diable. Mais son châtiment sera proportionné à son erreur, car le libéralisme, en tant que force politique, n'exercera peut-être pas d'action directe pendant les années qui vont venir... »

Voilà une prophétie à laquelle nous attribuons grande chance de réussite. Les libéraux, par leur cécité, sont en train de perdre le libéralisme, au moins pour un temps. Nous songeons à tel libéral de chez nous qui avait dit, en un jour de clairvoyance : « *Le communisme, voilà l'ennemi !* »... et qui depuis...

VII

Il nous reste encore à signaler un bel article de M. Camille Chantre, dans les *Etudes* du 5 décembre, sous ce titre : *Comment des Prêtres ont su mourir.* C'est une page du martyrologe de l'Eglise espagnole qui nous y est présentée, avec sobriété et émotion, sans phrases vaines, sans déclamations, sans récriminations. On dirait qu'on y entend l'écho de la parole de Jésus mourant : « *Père, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font !* »

L'article résume un ouvrage de 300 pages, qui a paru à Bilbao, — *Iconoclastas y Martyres,* — et qui contient une enquête rigoureusement impartiale et véridique faite dans un secteur limité : six archiprêtrés ou doyennés du diocèse d'Avila, soit en tout 76 paroisses du centre-ouest de l'Espagne. Ce secteur fut aux mains des rouges, au début de la guerre civile. Les extrémistes locaux y furent excités par ceux des villes voisines, Madrid et Tolède. La fureur des rouges se portait contre le clergé en tant que tel, sans aucune provocation de la part de celui-ci. « Ce fut le prêtre *qua talis,* pour employer un terme scolastique, que les bandes venues du dehors prenaient immédia-

[9] A la bonne heure ! Le docteur Maranon, dont l'article est si intéressant et si fortement raisonné, nous semblait avoir exagéré dans le passage cité plus haut où il affirmait l'inutilité des leçons de l'histoire ! Il y a des nuances à observer. Que l'histoire soit souvent méconnue, c'est un fait ; qu'elle ne serve à rien, ce serait trop dire ! *In medio veritas !*

tement en chasse. Comme d'instinct, tout droit, à peine arrivées dans un village, elles couraient au presbytère et à l'église, déçues et furieuses quand elles ne rencontraient pas le curé. » Et c'est facile à comprendre. Pour les hommes du peuple, simplistes et logiques, la religion représente le respect de l'ordre, dans le respect de Dieu. La Révolution rouge va donc tout droit à celui qui représente Dieu et la religion.

Citons quelques exemples :

« A cinq ou six kilomètres à l'est d'Oropesa, province de Tolède, se terre un pauvre village de 950 âmes, Alcanigo. Le curé, don Salustiano Dominguez Sastre, est âgé de 60 ans. La révolution de juillet a éclaté ; il se tient coi dans son presbytère ; on est au 9 août (1936). Le médecin du lieu, un homme de gauche, vient lui faire visite et l'entretient habilement jusqu'à l'arrivée des hommes du Comité d'Oropesa. Le curé est saisi ; vêtu seulement d'une chemise et d'un pantalon, il est jeté sur une camionnette. On l'emmène, en le bourrant de coups de crosse, à un village voisin, Torralba. Là, arrêt : « Descends et danse ! » Le malheureux consent à lever les bras et à faire trois ou quatre tours sur lui-même. On repart. Arrêt devant une melonnière. « Détache ce melon, sinon je te tue », lui dit un garde. Et il doit y mordre... On arrive enfin à Oropesa, où siège le Comité de guerre, dans le meilleur hôtel du lieu. La troupe des miliciens le reçoit avec des vociférations de joie :

— Crie : Vive le Communisme !

— Je ne le crierai pas.

— Blasphème contre Dieu.

— Je ne blasphèmerai pas.

— Dis-nous quels sont les fascistes de ton village.

— Je ne le dirai pas ; je n'ai à me plaindre d'aucun de mes paroissiens.

On ne lui arracha pas une parole de plus... Mais l'un de la bande... lui présenta de l'urine dans un vase et l'obligea à en boire. Puis on alla le fusiller à la porte du cimetière. »

Un autre curé du même doyenné d'Oropesa, don Pedro Estrada, avait été saisi dès le 28 juillet. Il resta 13 jours en prison, qui furent 13 jours de torture. On blasphémait devant lui, on voulait le forcer à blasphémer.

— « Je n'ai jamais rien dit de pareil, répondait-il, je ne le dirai jamais. Je pourrais porter un manteau rouge ; mais blasphémer, jamais ! »

Il fut, le 10 août, collé à un chêne vert, et fusillé. Plus tard, on retrouva son cadavre éventré. Toute la population affirme que ses dernières paroles furent : « Je vous pardonne. Que Dieu vous pardonne ! Vive le Christ-Roi ! »

A Oropesa même, centre de cette région et siège du doyenné, on compta 125 personnes incarcérées, dont 25 furent exécutées : 24 hommes et une femme. Il faut dire que les catholiques laïques montrèrent un courage admirable, digne de leur foi et de leurs prêtres. Mais on ne parle ici que des prêtres. L'archiprêtre du lieu, son vicaire, l'aumônier de l'hôpital furent massacrés.

L'exécution de l'archiprêtre, don Restituto Mediers, âgé de 62 ans, fut particulièrement odieuse. Il était gravement malade et venait de recevoir l'extrême-onction, le jour même, 5 août 1936. Voici que des coups retentissent à sa porte. « Ouvrez, mes filles, dit le malade, ouvrez. On ne me fera rien que ce que Dieu permettra ; et alors, que sa volonté s'accomplisse ! Ma vie compte bien peu à présent ; telle quelle, je l'offre avec joie pour Dieu et pour mes paroissiens. » La horde des assaillants se précipite. La servante reçoit l'ordre d'apporter les pantalons du curé. On le tire à bas de son lit ; pieds nus, en pantalon et en chemise, on le jette expirant sur une camionnette. Tout cela se passe dans un tumulte de cris, de blasphèmes, d'outrages grossiers, où l'on parodie les chants funèbres de la liturgie. Le curé est entraîné dans un bosquet de chênes-lièges, à la lisière du bourg. Et comme il ne peut se tenir debout, il est accoté à trois étais de bois qui le soutiennent. Et on le fusille !

Dans la nuit, un des miliciens, à l'auberge, fait cette réflexion : « Il aurait mieux valu tuer aujourd'hui la moitié d'Oropesa que de commettre le crime qui vient d'être commis. » — « Comme il fallait qu'il tînt étroitement à son Dieu, dit un autre, cet homme qui s'est mis en prière au moment de mourir ! »

Ainsi, les meurtriers eux-mêmes recevaient le choc bienfaisant d'un si bel héroïsme !

L'archiprêtre d'Oropesa était déjà presque un vieillard. Don Cesar Eusebio Martin, aumônier, n'avait que 30 ans. Quand on vint le saisir, le 26 juillet 1936, il disait son bréviaire. Sans mot dire, il se livra. Conduit à la mairie, puis sur la place, il entend les cris de mort de la foule hurlante autour de lui. Tranquille et toujours silencieux, il roule une cigarette. « Pour n'être pas réédité des temps de la primitive Eglise, dit M. Chantre, le geste est bien disant et typiquement espagnol. » On l'emmène en voiture. Il ne cesse de prier. Arrivé au lieu de son martyre, il reçoit l'ordre de marcher. Il se tourne vers ses bourreaux et leur dit simplement : « Dieu vous pardonne, comme je vous pardonne ! » Cinquante pas plus loin, une décharge retentit, et il tombe, en criant : « Vive le Christ-Roi ! »

L'ouvrage résumé dans l'article que nous citons contient, pour les six doyennés où l'enquête minutieuse et précise a été faite par l'auteur lui-même, le récit de *trente exécutions de prêtres*. Tous surent mourir ; aucun n'eut la moindre faiblesse ; certains s'élevèrent sans effort à l'héroïsme serein des plus insignes martyrs.

Nul doute que quand on pourra écrire l'histoire de toute l'Eglise d'Espagne durant ces premiers temps de la guerre civile, l'on n'y trouve par centaines et par milliers des exemples semblables.

Ils sont l'honneur et la gloire de l'Eglise tout entière ! *Et nunc erudimini,* — non pas *principes,* — mais bien *sacerdotes terræ !*

L'« AMI DU CLERGÉ » ET LES LIVRES

Comptes rendus Bibliographiques

P. Godefroy de Paris, O. M. Cap., archiviste de la Province de Paris. — **Les Frères Mineurs Capucins en France.** *Histoire de la Province de Paris.* Tome I, fasc. 1. — In-8 de 176 p., 25 f. — Paris, Bibliothèque franciscaine des FF. Mineurs Capucins, 26, rue Boissonade.

Voici une contribution historique de toute première valeur à l'étude des origines de l'Ordre des Frères Mi-